

Subject File
Technical Assistance

35-04 - Economic Analysis and Coordination - Annex

06/09/1962 - 31/12/1964

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

clean - nkr

UN ARCHIVES

SERIES S-0728

BOX 19

FILE 6

ACC. DAG 13/16.1.20

Requies
2 Brabant
Léopoldville, le 1.10.1963

CONFIDENTIEL

Note
au Premier Ministre

OBJET : Problèmes économiques et de finances publiques
au Congo.

I N T R O D U C T I O N

- 1.- En ma qualité de Directeur du Bureau de la Coordination Economique, de Conseiller Economique du Premier Ministre et d'Economiste en Chef de l'ONUC, il est de mon devoir après avoir occupé ce poste pendant près de trois mois, de faire un exposé clair et succinct de la situation économique et financière telle qu'elle apparait à la lumière des données et renseignements que j'ai pu recueillir, des observations et réflexions que j'ai faites.
- 2.- Cet exposé n'a pas la prétention de donner une étude analytique et détaillée de tous les problèmes économiques, financiers ou monétaires qui se posent dans la situation présente. Bien au contraire, son but principal vise à donner une vue d'ensemble des problèmes essentiels du pays et dont la solution revêt une importance capitale pour l'existence et l'épanouissement de l'Etat. Ils méritent en conséquence d'être le premier souci du gouvernement.
- 3.- Cette note ne sera pas un simple exposé des problèmes importants. Elle essayera d'indiquer pour chaque problème, les bases de la solution adéquate et appropriée aux possibilités actuelles du Congo. Nous estimons que la présente note aurait atteint son but si elle réussit à éclairer le gouvernement sur l'importance et sur la gravité des problèmes soulevés et si elle contribue à mettre les pouvoirs publics dans la bonne voie des solutions correctes et réalistes. Il est vrai que le Congo affronte des problèmes variés et complexes, nombreux et difficiles et qu'il ne serait pas possible de les résoudre tous en une seule fois et au bout d'un temps assez court. Dieu tout puissant n'a pas créé le monde en un seul jour. Mais il est essentiel que l'on

commence par concentrer les efforts sur les problèmes capitaux et que l'on choisisse la bonne voie. S'il en est ainsi, la solution des autres problèmes sera plus facile et se réalisera plus rapidement.

- 4.- D'après les études auxquelles nous nous sommes livrés, les besoins du Congo semblent énormes et ses problèmes apparaissent nombreux et difficiles. Mais ils ne sont pas pour autant insolubles. Ils ne sont pas encore très graves mais ils risquent de le devenir très prochainement si l'on continue à laisser aller les choses et si l'on ne leur consacre pas les efforts nécessaires, le temps nécessaire et si l'on ne s'attèle pas à les traiter très sérieusement et à assurer une application stricte des mesures à prendre.
- 5.- Il est malheureux de constater que jusqu'ici tout le monde parle de la nécessité des réformes et tout le monde veut s'occuper de l'économie et du relèvement économique. Cependant aucune action vraiment sérieuse n'a été entreprise et aucun programme d'action gouvernemental n'a été établi.

Que l'on veuille bien nous excuser si nous employons un langage franc et si nous sommes obligés de révéler certaines vérités. Nous estimons qu'il est de notre premier devoir d'exposer la situation exacte afin d'éclairer les pouvoirs publics sur sa véritable ampleur et sur les conséquences fâcheuses qui pourraient résulter si l'on persiste à ne pas prendre les mesures sérieuses qui s'imposent. Notre dévouement à notre tâche et notre souci de bien mériter la confiance qu'on nous a témoigné, nous incitent à suivre la sagesse du proverbe arabe qui dit : " Votre ami est celui qui vous dit la vérité; il n'est pas votre ami celui qui ne fait que vous approuver ".

- 6.- Nous pensons que les problèmes les plus importants qui méritent une préoccupation particulière de la part du gouvernement et qui nécessitent une solution urgente sont les problèmes suivants :

- I - La situation des Finances Publiques
- II - La situation en devises
- III - La réforme monétaire
- IV - La réorganisation de l'appareil gouvernemental
- V - Le programme de relèvement économique
- VI - Conclusion

I - La situation des Finances Publiques

- 7.- Il nous a été très malaisé de connaître l'état exact des finances publiques et de présenter une situation complète ou qui serre de près la réalité.

Tant que les méthodes actuelles et les procédures actuelles ne seront pas modifiées, personne ne sera en mesure dans la République du Congo de connaître :

- quel est le chiffre exact des dépenses publiques
- quel est le chiffre exact des recettes publiques
- quelle est la situation exacte du Trésor
- quel est le montant de la dette publique

- 8.- Pour illustrer la défectuosité des méthodes et la déficience du travail budgétaire, nous nous contentons de citer les faits suivants :

- il n'a pas été possible de connaître le total des dépenses engagées ou effectuées jusqu'à fin juillet pour le budget 1963;
- la même chose pour les recettes;
- les comptes définitifs des budgets 1961 et 1962 ne sont pas encore arrêtés;
- il n'a pas été possible de connaître le chiffre exact des arriérés;
- il n'est pas encore possible de connaître le nombre exact des instituteurs et encore moins leur coût exact par mois ou par an et encore moins le montant réel des arriérés qui leur sont dûs. (on évalue le montant de 4 à 5 milliards). Et l'on rapporte de plusieurs sources que certains instituteurs dont les noms figurent sur les listes sont fictifs ou ne vont pas aux écoles pour enseigner, et l'on dit même que certains traitements ont été payés plus d'une fois!
- il n'a pas été possible d'avoir même une idée approximative des résultats financiers des services parastataux pour les années 1960, 1961 et 1962, résultats dont le budget profite en cas de bénéfices et supporte la charge en cas de déficit.

- 9.- D'autre part, nous avons tenté de faire un bilan général de toutes les charges publiques de l'Etat, c'est-à-dire de toutes les dépenses publiques, qu'elles soient supportées par le budget ou par l'ONU ou par les fonds de contrepartie ou par l'assistance étrangère, mais n'avons réussi jusqu'ici et malgré la collaboration de l'ONUC, qu'à avoir des chiffres incomplets. Nous souhaitons qu'ils soient complétés et vérifiés dans un proche avenir. Mais ce travail doit être poursuivi d'une façon périodique et les méthodes pratiquées doivent être améliorées afin que le Ministère des Finances puisse répondre à tout moment aux questions énumérées au paragraphe 7 de la présente note.
- 10.- Toutefois, malgré le manque de certains chiffres et le caractère estimatif de certains autres, nous sommes parvenus, grâce à la collaboration des services de l'ONUC, à établir une situation des Finances publiques qui donne quand même une idée assez proche de la réalité et qui permet de faire quelques appréciations. (voir tableaux annexe No I).
- 11.- De l'examen des tableaux reproduits à l'annexe I, il apparaît que la situation des Finances publiques est très mauvaise sinon très grave. Les charges publiques de l'Etat s'élèvent pour l'année 1963 à 34.618 millions. Elles peuvent être classées en cinq catégories :

(en million de FC.)

a) les dépenses inscrites au budget et dont les crédits votés s'élèvent à	23 433,200
b) les dépenses qui doivent être prévues au budget mais dont on a oublié de prévoir les crédits ou dont les crédits sont insuffisants	<u>5 910,300</u>
Total dépenses budgétaires	29 343,500
c) les dépenses supportées par les fonds de contrepartie	645,225
d) les dépenses supportées par l'ONUC et par l'assistance technique étrangère	2 492,750
e) les autres dépenses supportées par l'aide étrangère	<u>2 117,537</u>
	34 599,012
	=====

Ces charges publiques sont financées comme suit :

	(en million de FC)
a) recettes budgétaires	11 500,000
b) avances du Conseil Monétaire, Bon du Trésor ou utilisation des fonds de contrepartie	17 843,500
c) dépenses financées sur fonds de contrepartie	: 645,225
d) assistance technique et fonds provenant de l'aide étrangère	<u>4 610,287</u>
Total	34 599,012

ce qui veut dire que les recettes publiques de l'Etat n'atteignent actuellement que 11,5 milliards et que le reste des dépenses publiques est financé soit par l'inflation à raison de 16 milliards environ, soit par l'assistance technique ou l'aide étrangère à raison de 7 milliards environ. Autrement dit, les ressources propres du Congo n'arrivent à financer qu'un tiers seulement des dépenses publiques tandis que le recours à l'inflation contribue pour 46% et l'aide étrangère pour 21%.

- 12.- Il est évident qu'un Etat indépendant et souverain ne peut pas et ne doit pas indéfiniment compter sur l'assistance étrangère pour subsister. Il ne peut pas et ne doit pas non plus recourir indéfiniment à l'inflation, cause originaire de la détérioration de la valeur de la monnaie nationale et provocatrice de troubles sociaux et politiques.

Déjà l'assistance de l'ONUC sera réduite pour l'année 1964 de plus de moitié et le budget congolais devra supporter une charge supplémentaire de l'ordre de 8 à 10 millions de dollars. Par ailleurs, l'inflation a fait perdre à la monnaie les deux tiers de sa valeur et a déréglé les assises de l'économie nationale. Il est donc grand temps de prendre de toute urgence les mesures qui s'imposent pour l'assainissement des Finances publiques avant qu'il ne soit trop tard.

- 13.- Pour pouvoir indiquer les remèdes, il faut commencer par faire le diagnostic. La première question qui se pose est de savoir pourquoi le Congo, un pays très bien doté de ressources naturelles, assez avancé industriellement par rapport aux autres pays africains, et

jouissant de possibilités de développement immenses, a-t-il des Finances publiques aussi mauvaises, malgré la chance inouïe qu'il a eu de bénéficier de l'assistance de l'ONU et de l'aide massive étrangère ? (1)

Il y a à la détérioration des Finances publiques deux sortes de causes : de causes d'ordre général et de causes particulières.

14.- Les causes d'ordre général peuvent être résumées comme suit :

- a) les troubles consécutifs à l'indépendance et qui ont duré deux ans ont, d'une part empêché les Autorités de procéder aux réformes et à la réorganisation qui s'imposaient, et ils ont provoqué d'autre part des dépenses supplémentaires dans le domaine militaire et occasionné des dommages qu'il fallait réparer.
- b) l'accession du pays à l'indépendance ne s'est pas opérée sans heurts et a été rendue difficile par le retrait subit de nombreux cadres et techniciens, ce qui a rendu les tâches de l'administration plus difficiles.
- c) parmi les causes d'ordre général citons plus particulièrement le sentiment d'être un pays récemment indépendant et qui mérite par conséquent d'être soutenu et aidé. Ce sentiment a amené les Autorités à une politique de libéralités et de laisser aller et a créé l'illusion que l'aide massive de l'ONU et des pays amis pouvait durer indéfiniment et surtout devait dispenser les responsables et le pays de faire l'effort nécessaire.

15.- Aux causes d'ordre général s'ajoutent les causes particulières suivantes :

- a) les majorations trop importantes des traitements qui se sont opérées avant que l'on pense à l'augmentation des recettes publiques et avant le relèvement économique. Si l'on observe que les traitements représentent 80% au moins des dépenses budgétaires, on se rend compte de l'effet désastreux de toute augmentation des traitements.

(1) voir annexe No III

- b) l'indépendance a crée des charges nouvelles telles que les frais de représentations diplomatiques, la défense nationale, le régime de représentations parlementaires et l'appareil gouvernemental.

Si l'on prend les organes représentatifs et gouvernementaux, l'on constate que leurs frais ne sont pas en rapport avec les moyens financiers du pays.

en FC.		
25 Ministres centraux	25x60000 =	1 500 000
9 Secrétaires d'Etat	9x50000 =	450 000
		<hr/> 1 950 000
133 Députés	133x50000 =	6 650 000
84 Sénateurs	84x50000 =	4 200 000
210 Ministres Provinciaux	210x60000 =	12 600 000
429 Conseillers Prov.	429x50000 =	21 450 000
		<hr/> 46 850 000

Le coût total par an atteint 562,25 millions chiffre qui ne comprend que le traitement sans les autres indemnités ou frais accessoires. Ce coût étant trop élevé il faudrait procéder à la réduction du nombre des députés, conseillers et ministres ainsi que celle de leurs traitements et indemnités.

- c) les dépenses pour l'enseignement sont très élevées et absorbent la meilleure partie des ressources budgétaires :

	<u>Nombre d'élèves</u>	<u>en million de FC</u>
- enseignement primaire	1 700 000	5 000
- enseignement secondaire	80 000	800+600 ass.tech.
- enseignement supérieur	2 000	300+325 " "
	<hr/> 1 782 000	<hr/> 6 100+925

soit environ au total 7 milliards de FC non compris les bourses et les stages à l'étranger. A ce chiffre il faudrait ajouter 260 millions demandés par le Ministère de l'Instruction Publique pour 1964 et 1965.

Cette politique très louable dans le domaine de l'instruction publique mérite cependant d'être entièrement reconsidérée. Tout d'abord du point de vue coût budgétaire, il y a lieu de se demander si le pays peut supporter cette lourde charge dès à présent et avant que le relèvement économique du pays ne soit une réalité. Ne serait-il pas plus sage d'étayer le programme de l'enseignement sur un nombre d'années plus grand et de concentrer les efforts actuels sur un meilleur niveau de culture, d'instruction et de connaissances techniques ?

En second lieu, la politique actuelle de l'enseignement doit être reconsidérée du point de vue de ses résultats :

- l'enseignement primaire doit être provisoirement réduit et amélioré et l'enseignement secondaire développé et complété par un enseignement professionnel. Le pays dans son évolution actuelle a plus besoin de l'enseignement secondaire et de l'enseignement professionnel.
- dans l'enseignement primaire, les élèves font une année ou deux pour quitter définitivement l'école. Certains élèves restent deux ou trois années à la même classe pour quitter l'école ensuite. Ce sont autant de frais et des dépenses inutiles pour le pays.
- l'envoi des enfants pour faire leurs études primaires et secondaires à l'étranger est non seulement coûteux, mais surtout très nuisible. Ces enfants qui étudient à l'étranger reviendront au bout de 10 à 12 années d'études complètement dépayés dans leur propre pays.
- Pour les mêmes considérations l'envoi des boursiers et stagiaires à l'étranger sur une grande échelle, est trop coûteux et trop dangereux. L'enseignement supérieur et les stages peuvent et doivent être organisés dans le pays même. Ils pourraient être poursuivis à l'étranger mais après, et dans le cas où vraiment ils ne peuvent s'effectuer au Congo.
- Enfin, on nous cite que sur 100 étudiants ayant terminés leurs études supérieures 50 au moins ne se trouvent plus au Congo.

- d) Une autre cause du gonflement des dépenses publiques est le recrutement sur une très grande échelle de techniciens étrangers (instituteurs, professeurs, médecins, ingénieurs, magistrats, etc...). Or, ce recrutement coûte trop cher au budget et au pays. Les techniciens étrangers ne consentent à quitter leur pays et leur famille que s'ils obtiennent des conditions nettement plus favorables. Ils sont payés au Congo beaucoup plus cher qu'ils ne sont payés chez eux. L'ensemble des invisibles en devises supportés par le Balance des paiements représente 50%; cela est énorme et cela constitue à notre avis le problème le plus crucial pour le Congo tant pour ses charges publiques que pour les charges de son économie.

Le remède pourrait être recherché dans un double sens. Du côté de l'Etat, il faut pousser le plus rapidement possible l'enseignement secondaire, supérieur et technique pour former des congolais capables de remplacer les étrangers et qui reviennent finalement moins chers. Du côté du secteur privé, il faudrait inviter les organisations professionnelles à créer le plus rapidement possible des écoles professionnelles pendant la journée et après les heures de travail pour la formation des éléments techniques congolais nécessaires à leurs entreprises. Cela, à part ses conséquences sociales très appréciables, constituerait en définitive une économie pour les entreprises et une économie pour le pays.

- 16.- Les causes mentionnées plus haut ont provoqué cet accroissement spectaculaire des dépenses publiques et abouti à ce grave déficit budgétaire. C'est pourquoi la première chose à faire pour l'assainissement des finances publiques sera :

- la compression des dépenses publiques dans le sens indiqué.
- l'instauration d'une politique d'austérité concernant les traitements et les voyages et frais à l'étranger.
- la reconsidération de la politique de l'enseignement et des bourses à l'étranger.
- la revision de l'appareil gouvernemental et la réduction des frais du régime parlementaire.
- la réduction du nombre des fonctionnaires dont l'assiduité et le rendement laissent beaucoup à désirer.

- la réduction de l'échelle des traitements. Dans un pays où les recettes publiques sont réduites et où le niveau moyen du revenu national est plutôt bas, il n'est pas permis que l'échelle des traitements varie de 1 à 17. Une variation de 1 à 8 ou à 10 serait actuellement plus justifiée.

Toutefois l'assainissement des finances et la résorption du déficit budgétaire, pour être efficace doit encore être complété par trois ordres de mesures qui ont été évoquées par la Commission de Redressement Financier et que nous reprenons ici :

- a) le renforcement des ^{cadres} du Ministère des Finances
- b) la mise en application de l'Ordonnance No 136 concernant le contrôle de l'engagement et des paiements des dépenses publiques
- c) le respect des règles budgétaires établies ou à établir.

17.- Le renforcement des cadres du Ministère des Finances doit porter principalement sur les agents d'exécution et particulièrement dans les services suivants :

- douane
- constatation des impôts directs
- recouvrement et perception
- contrôle de l'engagement et des paiements des dépenses
- création d'un corps d'inspection dont le rôle ne se limitera pas seulement aux services du Trésor, des recettes et des dépenses, centraux ou provinciaux, mais encore à tous les services parastataux et autres qui fournissent des recettes au budget ou bénéficient de subventions budgétaires.

18.- Les procédés de constatation et de recouvrement des recettes budgétaires doivent être révisés de près, les opérations activées et améliorées. Un service de lutte contre la fraude fiscale ou douanière doit être créé le plus rapidement possible.

19.- le respect des règles budgétaires est d'une nécessité absolue pour l'assainissement des finances publiques. Une réforme de base des procédés actuels est indispensable. Les pouvoirs publics et le Ministère des Finances doivent être en mesure de connaître :

- quel est l'ensemble des charges publiques et quel est le total des dépenses publiques, quelle que soit leur origine ou les moyens de leur financement
- quel est le total des recettes budgétaires et des autres ressources mises à la disposition du gouvernement
- quel est le montant de la dette publique, des prêts et emprunts et des engagements financiers pris par le gouvernement.

Or, en vertu des procédés budgétaires actuels, personne n'est capable dans l'Etat congolais de répondre à l'une de ces questions. Pour remédier à cette fâcheuse situation, la réforme doit porter sur les mesures suivantes :

- a) respect de la règle de l'unité budgétaire en ce sens que toutes les dépenses publiques quelle que soit leur nature ou le moyen de leur financement doivent figurer dans un seul document budgétaire, peu importe que ce document soit présenté en une seule partie ou en plusieurs parties, tel que Budget Ordinaire, Budget Extraordinaire, Budget Annexe, etc.
- b) toutes les recettes, qu'elles soient fiscales, budgétaires ou contributions de l'ONU ou de l'étranger, qu'elles soient des dons ou des emprunts intérieurs ou extérieurs, doivent faire partie des voies et moyens et en tout état de cause doivent passer par le Trésor et être portées à la connaissance préalable du Ministère des Finances.
- c) tout engagement financier (emprunt, subvention, contrat, souscription à un organisme international ou à une entreprise interne) doit être soumis au préalable à la connaissance et à l'approbation du Ministre des Finances. Le service de la dette publique doit être renforcé et aménagé à cet effet auprès du Ministère des Finances.

De même, tout engagement financier en devises doit être soumis au préalable à la connaissance et à l'approbation du Conseil Monétaire.

- d) aucun engagement financier intérieur ou extérieur ne peut être pris sans que les crédits budgétaires correspondants soient prévus et sans que les voies et moyens nécessaires pour y faire face soient assurés.

e) un Service de Contrôle doit être créé auprès du Ministère des Finances qui aurait pour tâche de s'assurer que tout texte, ordonnance, arrêté, contrat, adjudication, nomination de fonctionnaire, etc. avant d'être publié au Moniteur Congolais, est conforme aux dispositions législatives et réglementaires, et régulier quant à ses dispositions financières. Ledit service de contrôle s'assurera notamment que tout texte portant nomination d'un fonctionnaire ou comportant des dépenses ou un engagement financier, est régulier du point de vue des crédits budgétaires et des vacances de poste.

II - La situation en Devises

- 20.- Nous avons essayé, en collaboration avec le Conseil Monétaire et l'ONUC, d'établir une situation générale du Congo en Devises. Nous ne sommes pas parvenus à dresser une situation exacte et définitive, soit parce que des éléments essentiels tels que la balance des paiements pour 1962 et pour le premier semestre 1963 et la liste des entrées et sorties des devises par catégorie n'ont pas été fournis par le Conseil Monétaire, soit parce que certains chiffres fournis sont contestés et certains autres sont estimatifs.

Vu le manque de la balance de paiement et d'autres renseignements, cette étude ne peut qu'être incomplète. Elle permet cependant de donner des indications d'ordre général et de sonder les défauts majeurs de la situation du pays en devises.

- 21.- Les tableaux de l'annexe II donnent la situation des avoirs officiels en devises, les ressources actuelles et escomptées pour le 2ème semestre 1963, ainsi que les engagements courants en devises et les engagements non courants avec la dette publique.

De l'étude desdits tableaux, il ressort que la position en devise du pays est très mauvaise. Cette situation peut se résumer comme suit :

<u>Avoirs et ressources</u>	<u>en million de FC au cours fixe</u>
- avoirs officiels en devises au 10.8.1963	932
- autres ressources	1 030
- recettes escomptées au 2ème semestre 1963	<u>8 500</u>
Total des Ressources	<u>10 462</u> =====
<u>Dépenses et engagements courants</u>	
- rétrocessions et conventions	5 923
- allocation quotas 3e et 4e trimestre 1963	1 350
- frais connexes aux importations	360
- INVISIBLES	<u>850</u>
	<u>8 483</u>

./.

- engagements courants	767,75
- autres engagements	761,86
<hr/>	
Total des dépenses autorisées	10 012,61
<hr/>	

ce qui signifie :

a) que le total des avoirs officiels plus les recettes escomptés suffisent à peine à couvrir les dépenses et les engagements courants
 $10\,462 - 10\,012 = 450$ Millions

b) et que les autres engagements non courants tels que :

- les arriérés	1 400
- la dette publique(chiffrée)	910
- nouvelles demandes(comunes)	842
	<hr/>
	3 152
	<hr/>

ne peuvent aucunement être satisfaits si la politique actuelle continue.

La situation actuelle des devises se caractérise par une pénurie des devises, par une hémorragie continuelle des avoirs officiels et risque dans une brève échéance d'exposer le pays à faillir au règlement de ses engagements extérieurs.

22.- La question qui se pose est de savoir pourquoi le Congo, un pays plein de promesses et doté de grandes possibilités est-il parvenu, malgré l'aide étrangère massive (1) à une pareille situation ?

Nous essayerons de répondre à cette question dans les paragraphes suivants.

23.- La première cause est le maintien fictif de la valeur du F.C. à un cours qui ne correspond plus au nouvel équilibre économique du pays. Le cours actuel du F.C. encourage les importations et toutes sortes de dépenses à l'étranger (voyages, études, etc...) et décourage les exportations ainsi que les investissements étrangers dans le pays.

(1) voir annexe No III

Nous ne voulons pas nous étendre sur cette question déjà évoquée à plusieurs reprises et qui fait notamment l'objet des Rapports de la Commission de Redressement Financier sur l'urgence d'une réforme monétaire.

- 24.- La seconde cause est la prodigalité dans les dépenses extérieures tant dans le domaine gouvernemental que dans celui des particuliers. Il est vrai que le cours très bas du F.C. encourage en lui-même les dépenses publiques et privées à l'étranger. Mais rien n'a été fait pour endiguer ce flot de voyages officiels et privés à l'étranger, l'envoi des enfants pour faire leurs études primaires et secondaires à l'étranger, l'achat de marchandises de luxe telles que les grandes voitures, champagne, les boissons, etc.

Un pays sous-développé et qui a besoin de réparer les dommages causés par les troubles politiques, ne peut pas assurer son développement économique sans une politique d'austérité pour toute dépense en devises. Cette politique d'austérité doit être poursuivie pour économiser les devises nécessaires aux projets de développement durant toute la période nécessaire à la réalisation de son développement économique.

Cette politique d'austérité implique :

- une restriction des voyages officiels et des dépenses officielles à l'étranger
- une restriction des voyages privés à l'étranger
- une cessation de l'envoi des enfants faire leurs études primaires et secondaires à l'étranger
- une interdiction de l'importation des marchandises de luxe dont le pays peut facilement s'en passer avant d'avoir réalisé son développement économique.

- 25.- La troisième cause est le régime des conventions, son extension exagérée et les abus auxquels il a donné lieu.

Le régime des conventions qui se justifiait à son origine par le souci d'assurer les devises nécessaires aux activités économiques clé du pays et principalement aux sociétés exportatrices, s'est malheureusement étendu petit à petit et d'une façon trop exagérée jusqu'à absorber 70% des devises du pays. Quant au

reste, soit 30%, devait être réparti selon le malheureux régime des quotas entre les besoins du gouvernement et les besoins du reste de la population.

En période de pénurie des devises et en période de difficultés dans la balance de paiement, quand il y a des restrictions et des sacrifices à imposer, il faut que les sacrifices soient également répartis sur tous les secteurs. Il n'est pas possible que certains secteurs soient assurés à 90, à 100 ou même à 110% de leurs besoins tandis que d'autres secteurs ne voient leurs besoins assurés qu'à 25 ou 40%. Tant que les conventions continuent, leur abus continueront et la pénurie des devises continuera. Il est malheureux de constater qu'on ne peut pas compter sur une administration déficiente ou sur des contrôles qui n'existent pas à l'heure actuelle.

Les répercussions des régimes de conventions sont illustrées par le tableau suivant qui donne une idée d'ensemble de l'utilisation de l'ensemble des devises propres au Congo pour l'année 1963 :

Utilisation des devises propres du
Congo par catégories

	Montants annuels (en million de FC)	% devises propres
I - Rétrocessions		
Sté Minières sud Kasai et sud Katanga	4 800	
autres exportateurs	1 500	
Total	6 300	37,5%
	=====	
II - Convention non-exportateurs	2 200	13 %
III - Convention d'approvisionnement		
1. Modèle I	2 928	
2. Modèle AF	376	
3. au dessous de 5000	42	
Total	3 346	20 %
	=====	
Total des conventions (1)	11 846	70,5%
	=====	

(1) au total du montant des devises réservées aux sociétés conventionnées, il faut ajouter les quotas destinés aux mêmes sociétés (111,8 millions) pour les deux premiers trimestres représentant 1,4% des devises propres + 70,5% = 71,9%

IV - Invisibles	1 650	9,8%
Total I + II + III + IV =	13 496	80,3%
	=====	

VI - 1. Quotas répartis

1er trimestre	1 336	
2ème trimestre		
600 + 721 =	605	
4ème trimestre	<u>750</u>	4 012

2. Frais connexes aux importations.

- ordinaires	700	
- AF	<u>400</u>	<u>1 300</u>
Total :		5 312

Total général des
devises réparties : 18 808
=====

L'étude de ce tableau est édifiante, elle permet de juger la politique d'octroi des devises et d'expliquer l'épuisement continu des avoirs officiels en devises.

La première constatation est que les différents régimes de conventions absorbent à eux seuls 70,5% des devises propres et s'élèvent à 11 846 millions de F.C. sur des rentrées annuelles de l'ordre de 16 860 millions au cours fixe de \$ 1 = FC 50. Si l'on ajoute les quotas accordés aux sociétés conventionnées et qui s'élèvent à 111,8 millions par semestre, le pourcentage total des devises accordées aux sociétés conventionnées s'élèverait à 71,9% soit à peu près 72%.

Si l'on ajoute à ces montants réservés aux sociétés conventionnées les devises accordées aux invisibles (c'est-à-dire frais et voyages du gouvernement, transferts des économies des experts engagés par le gouvernement, transfert des économies des techniciens du secteur privé, voyages privés, assurances, etc..) qui se chiffrent à 1 650 millions et représentent 9,8%, cela fait un pourcentage de 81,8%; le reste soit 19,2% est destiné aux importations de la masse de la population selon le malheureux régime des quotas. Peut-on honnêtement appeler le régime en vigueur un régime de quotas quand les quotas et les privations ne s'appliquent qu'à 19% des devises ?

Lorsqu'on s'aperçoit que 19,2% des devises propres sont réparties selon le régime des quotas, on s'explique la raison véritable de la pénurie des marchandises dont souffre le pays. C'est une très mauvaise politique dans une période de difficultés qui menacent de créer des troubles sociaux, de demander à la population de faire seule les sacrifices et d'accorder les devises si largement aux invisibles.

- 26.- La quatrième cause réside dans les charges trop élevées que doit supporter le Congo pour faire face à ses besoins en invisibles et particulièrement le paiement en devises des traitements et les frais des techniciens engagés par le gouvernement, les services parastataux, les entreprises privées, ainsi que les bénéfices des investissements étrangers.

Faute de renseignements détaillés sur la balance des paiements et sur les rentrées et sorties des devises par catégories, nous avons eu recours à un procédé rudimentaire pour évaluer le montant des devises destinés aux invisibles :

en million de F.C.

- en supposant les 2/3 des rétrocessions vont aux invisibles $2 \times \frac{6300}{3}$	4 200
- conventions invisibles	2 200
- invisibles accordés par l'Office des Changes	1 650
Soit au total	<u>8 050</u>
	=====

Sur un total de 16 800 millions représentant les rentrées annuelles des devises propres, 50% environ vont aux invisibles. Ce pourcentage trop élevé mérite qu'on y réfléchisse et nécessite la recherche d'une solution. A notre avis c'est le problème crucial de toute politique des devises au Congo.

La solution pourrait être recherchée selon les indications données au paragraphe 15-d, c'est-à-dire, dans l'accélération de la formation des cadres congolais nécessaires au gouvernement et aux services parastataux et dans l'initiative des organisations professionnelles de créer des écoles professionnelles pour la formation des techniciens

congolais nécessaires au secteur privé. Il est vrai que cette solution ne peut donner des résultats qu'après 3 ou 4 années, mais si l'on ne commençait pas dès maintenant, la solution serait encore plus retardée.

- 27.- Il est nécessaire de dresser régulièrement et périodiquement un inventaire des besoins du pays en devises et de ses rentrées en devises. Il n'est pas possible aux Autorités Monétaires de gérer les avoirs officiels en devises ou de dessiner une politique adéquate sans établir des données exactes et complètes sur la balance de paiement, sans une connaissance détaillée des entrées et des sorties des devises et sans établir chaque semaine au moins la position du pays en devises. L'administration des avoirs officiels dans un pays comme le Congo doit être vigilante et très attentive.

III. La réforme monétaire

28. La réforme monétaire ayant fait l'objet des rapports de la Commission de redressement financier, nous n'y reviendrons pas.

Nous voudrions seulement souligner que la réforme monétaire, même si elle était des plus parfaites, ne suffirait pas à elle seule pour redresser la situation. La stabilisation de la monnaie n'est pas un simple acte qu'on accomplit, un effort qu'on fournit, après lesquels on peut se reposer. La défense de la valeur de la monnaie doit être un effort continu et exige une attention vigilante et soutenue.

En premier lieu, il faut persévérer dans l'assainissement des finances publiques. Si les causes de l'inflation continuent, la détérioration de la valeur de la monnaie continuera. Il faut que les dépenses publiques soient en rapport avec les moyens économiques du pays.

En second lieu, la gestion de la monnaie doit être autonome, dotée de tous les pouvoirs nécessaires, et être à l'abri des pressions politiques. Cette gestion doit être très attentive et en mesure d'adapter la politique monétaire à l'évolution de la conjoncture économique.

En troisième lieu, tant que le développement économique n'est pas atteint, une politique d'austérité dans les dépenses publiques et dans les dépenses en devises s'impose.

Enfin, l'aide étrangère peut aider le pays à surmonter une crise de ses paiements extérieurs; elle ne peut pas le dispenser de fournir l'effort nécessaire. Seuls le travail, la production et l'épargne peuvent sauver un pays et sa monnaie.

IV. La réorganisation de l'appareil gouvernemental

29. L'appareil gouvernemental est lourd, inefficace et manque de cohésion. Son trait caractéristique est le conflit de compétences entre plusieurs ministères qui cherchent chacun à s'occuper d'un même problème.

Pour donner quelques exemples citons le cas des problèmes économiques et spécialement celui de l'approvisionnement dont s'occupent actuellement à la fois le Ministère de l'économie nationale, le Ministère du commerce extérieur, le Ministère du plan et du développement industriel, le Ministère de l'agriculture, auxquels il faut ajouter le Conseil Monétaire, l'Office des licences et le Bureau de Coordination Economique.

Citons aussi le cas de l'industrialisation dont s'occupent actuellement le Ministère de l'Economie Nationale, celui du plan et du développement industriel, et celui des terres, mines et énergie.

Citons enfin le cas des affaires sociales dont s'occupent à la fois le Ministère du travail et de la prévoyance sociale, celui des affaires sociales, celui des classes moyennes et du développement communautaire et celui du plan et du développement industriel.

30. Ces conflits de compétences procèdent d'une certaine confusion qui provient principalement du fait d'une distribution irrationnelle des attributions des ministères ainsi que du manque d'une nette définition de leurs compétences respectives.

Les conflits de compétences ne conduisent pas seulement à des doubles emplois mais nuisent aussi à la cohésion et à la coordination de la politique gouvernementale et ne font que faire perdre du temps au pays.

La réorganisation de l'appareil gouvernemental est aussi imposée par le souci de réduire les charges publiques. Actuellement il existe 25 ministères et 9 secrétaires d'Etat qui peuvent, pour le plus grand bien du pays, être utilement réduits à 17 ministères et 5 secrétaires d'Etat.

31. Pour ne pas demeurer dans les généralités, essayons de donner l'esquisse d'une réorganisation des ministères:

1. Premier Ministre; 2. Vice-Premier Ministre chargé des affaires des provinces; 3. Ministère des Affaires Etrangères; 4. Ministère de la Défense Nationale; 5. Ministère de l'Intérieur; 6. Ministère de la Justice; 7. Ministère du plan et du développement communautaire; 8. Ministère des Finances; 9. Ministère des transports et communications; 10. Ministère de l'Agriculture; 11. Ministère des Travaux Publics; 12. Ministère de l'Hygiène et de la Santé Publique; 13. Ministère de l'Education Nationale; 14. Ministère

de l'Economie Nationale; 15. Ministère du Travail et des Affaires Sociales; 16. Ministère de l'Information et de l'orientation nationale; 17. Ministère de l'Industrie et des Mines.

Cette réorganisation suppose:

- a) la suppression d'un des deux vice-Premier Ministre;
 - b) la suppression du Ministère des P. T. T. et le rattachement de ses services au Ministère des transports et communications;
 - c) la suppression du Ministère du Commerce Extérieur et le rattachement de ses services au Ministère de l'Economie Nationale.
 - d) la suppression du Ministère de la Fonction Publique et le rattachement du Service des Bourses à l'Education Nationale, du Service des experts au Bureau de Coordination Economique, et les autres services au Ministère des Finances.
 - e) la suppression du Ministère du Travail et de la prévoyance sociale et le rattachement de ses services au Ministère des Affaires Sociales qui sera appelé: "Ministère du Travail et des Affaires Sociales".
 - f) la suppression du Ministère des Classes Moyennes et le rattachement de ses services au Ministère du Plan qui sera dénommé: "Ministère du plan et du développement communautaire."
 - g) la suppression du Ministère de la Jeunesse et des Sports et le rattachement de ses services au Ministère de l'Information dont l'appellation serait "Ministère de l'Information et de l'Orientation Nationale".
 - h) la transformation du Ministère des Terres, Mines et Energie en "Ministère de l'Industrie et des Mines" auquel sera rattaché l'Office d'Industrialisation actuellement attaché au Ministère de l'Economie Nationale. Par contre, les services de l'Energie seront rattachés au Ministère des Travaux Publics.
 - i) le Ministre d'Etat chargé des Affaires Katangaises serait supprimé et ses services rattachés au Vice-Premier Ministre.
 - j) la suppression du Ministre adjoint des Affaires Etrangères.
32. Dans le même ordre d'idée, le nombre des Secrétaires d'Etat, actuellement de 9, sera réduit à 5:
- a) un Secrétaire d'Etat au Affaires Etrangères chargé des questions africaines;
 - b) un Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Information et de l'Orientation Nationale, chargé de l'Orientation Nationale;

- c) un Secrétaire d'Etat aux Finances;
- d) un Secrétaire d'Etat aux transports et communications;
- e) un Secrétaire d'Etat au Travail et Affaires Sociales.

33. Nous donnons, à titre indicatif, les grandes lignes de la réorganisation de trois Ministères: l'Economie Nationale, le Plan et les Finances.

Le Ministère de l'Economie Nationale s'occupera des questions suivantes:

- commerce extérieur et intérieur
- la négociation et la conclusion des accords de commerce et de paiements en collaboration avec le Conseil Monétaire
- l'approvisionnement et les importations
- la fixation et le contrôle des prix
- la fixation et la modification des tarifs douaniers en collaboration avec le Ministère des Finances et celui de l'Industrie et des Mines.

L'Office des Licences devrait être détaché du Conseil Monétaire pour constituer un service du Ministère de l'Economie Nationale. Accorder les licences ou les refuser relève uniquement du Ministère de l'Economie Nationale, qu'il y ait un contrôle des changes ou non.

Par contre, la Direction de l'industrialisation devra être détachée du Ministère de l'Economie Nationale pour constituer le noyau du Ministère de l'Industrie.

En plus des attributions sus-mentionnées, le Ministère de l'Economie Nationale devra exercer les tâches suivantes:

- la tenue du Registre du Commerce
- la tenue du Registre des marques déposées et brevets d'inventions
- l'enregistrement et le contrôle des sociétés nationales et des sociétés étrangères qui exercent une activité dans le pays
- la tenue des registres et le contrôle des représentations commerciales étrangères ou les représentations de sociétés étrangères exerçant une activité dans le pays.

34. Le Ministère du Plan et du Développement Communautaire s'occupera des questions suivantes:

- la préparation du plan de développement économique du secteur public en collaboration avec le Ministère des Finances, et la préparation du plan de développement du secteur privé, en collaboration avec le Ministère de l'Industrie.
- la préparation du budget extraordinaire financé par l'Etat, les provinces ou les services parastataux, en collaboration avec le Ministère des Finances
- les Services de statistiques générales du Congo

- la poursuite de l'exécution de tous les projets de développement financés par l'Etat
- la négociation et la mise à exécution du financement extérieur des projets de développement en collaboration avec le Conseil Monétaire et le Ministère des Finances.

35. Le Ministère des Finances, en plus de ses tâches actuelles, s'occupera principalement des questions suivantes:

- l'élaboration en collaboration avec le Ministère du Plan du budget de développement économique du secteur public;
- la fixation et la modification des tarifs douaniers en collaboration avec les Ministères de l'Economie Nationale et de l'Industrie;
- l'inspection et le contrôle périodique de tous les services des ministères, des administrations autonomes et des services parastataux;
- le contrôle préalable des nominations des fonctionnaires de l'Etat. Toute ordonnance ou arrêté portant nomination d'un fonctionnaire doit être soumise au préalable au Ministère des Finances pour vérifier s'il y a un poste vacant dans les cadres du Ministère correspondant, si les crédits nécessaires sont prévus au budget et si l'acte de nomination est établi dans les formes légales;
- tout texte, ordonnance, arrêté, contrat, adjudication etc. portant un engagement financier de l'Etat, ne peut être publié au Moniteur Congolais avant d'être soumis au Ministère des Finances (Service du Contrôle) pour s'assurer de sa conformité aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et que les crédits nécessaires sont prévus.

36. La réorganisation de l'appareil gouvernemental conditionne la cohésion de la politique gouvernementale et l'efficacité de l'action administrative.

Ce travail de réorganisation doit être fait le plus rapidement possible par un groupe d'experts pour préparer un projet de lois qui comprend les dispositions suivantes:

- le nombre des ministères
- les compétences et les attributions de chaque ministère
- les divisions de chaque ministère en direction générale, directions et Services et leurs tâches respectives
- les cadres de chaque ministère par directions et services en spécifiant le nombre et les grades des fonctionnaires.
- la détermination des pouvoirs des ministres, des secrétaires généraux et des directeurs.

37. Enfin certaines méthodes gouvernementales ou administratives méritent par la même occasion d'être révisées:

- a) telles par exemple les nominations aux fonctions publiques. Chaque ministre doit être responsable de la nomination des fonctionnaires de son ministère et il est inadmissible qu'intervienne un autre ministre (celui de la fonction publique).

Des règles générales seraient établies pour les nominations. Pour les hauts postes, une ordonnance prise en Conseil des Ministres est nécessaire; pour les postes moins élevés, un arrêté du Premier Ministre contresigné par le Ministère compétent; pour les grades moyens, un arrêté du Ministre suffit; pour les grades inférieurs, la nomination serait laissée aux secrétaires généraux. Et la même procédure serait suivie pour les licenciements.

Par contre, lors de chaque nomination, le Ministère des Finances s'assurera que les règles établies pour les nominations sont respectées et que les crédits budgétaires sont prévus.

- b) Un autre exemple est fourni par le Ministère des Travaux Publics qui s'occupe de l'entretien, de la réparation et de l'ameublement des logements de fonctionnaires. L'idée même que l'Etat puisse s'occuper du logement des fonctionnaires est dangereuse, très onéreuse et se traduit par une pure perte de temps pour le Ministère des Travaux Publics qui a beaucoup mieux à faire que cela. Le traitement du fonctionnaire doit impliquer la satisfaction de tous ses besoins, y compris les frais de logement.

Il serait hautement recommandable à notre avis de liquider les logements, propriétés de l'Etat, le plus rapidement possible. Il serait assez instructif de calculer combien coûtent à l'Etat, en fonds et en employés, les frais d'entretien, de réparation et d'ameublement des logements de fonctionnaires, et combien ils leur rapportent. Nous sommes convaincus qu'une telle étude serait édifiante.

V. Programme de développement économique

38. L'idée de préparer un programme de développement économique répond à l'une des nécessités premières du Congo. C'est pourquoi il faudrait s'attaquer à cette oeuvre sans plus tarder. Toutefois, la préparation d'un plan de développement triennal ou quinquennal demande un certain délai et exige une administration adéquate et la présence de techniciens qualifiés.

Or, étant donné qu'il y a des projets à réaliser de toute urgence pour permettre le démarrage de la relance économique, il semble qu'il faille penser à l'élaboration d'un programme de relèvement rapide des postes-clé de l'économie congolaise et mettre ce programme à exécution le 1er janvier 1964 au plus tard. D'ailleurs, avant de penser à l'élaboration d'un programme de développement quinquennal dont la mise au point prendra certainement quelque temps, il vaudrait mieux commencer entre-temps par mettre les choses en ordre.

39. L'idée de ce programme ainsi que ses grandes lignes ayant déjà reçu votre approbation et ayant été consigné dans la lettre du 27 septembre 1963, nous ne reviendrons pas là-dessus.

Nous voudrions ajouter seulement que nous avons procédé à un recensement des moyens financiers qui peuvent être destinés au financement dudit programme. Ces moyens sont énumérés à l'Annexe IV; ils s'élèvent à 4,6 milliards environ de francs congolais. Notons que cette énumération n'est pas complète et que les chiffres qui y sont indiqués devront être majorés à la suite d'une modification de la valeur du franc congolais.

VI. Conclusions

40. Ce rapport, en essayant de faire connaître la situation des finances publiques et celle des devises, en révélant certaines vérités, et en soulignant la gravité de certains problèmes, n'a d'autres buts que celui de provoquer une action gouvernementale pour instaurer une nouvelle politique consciente et efficace.

Nous demeurons entièrement convaincus que, si le gouvernement consacrait aux solutions préconisées, l'attention et l'effort nécessaires, tout pourrait être sauvé et la nouvelle ligne de conduite ainsi tracée donnera des résultats relativement rapides et encourageants. Le Congo est un pays qui offre des possibilités immenses. Ces possibilités, pour être exploitées, demandent que l'on se mette sérieusement au travail et que l'on choisisse la bonne voie.

41. D'autre part, l'aide étrangère doit être utilisée au profit du développement du pays et accompagnée de l'effort propre que doivent fournir les pouvoirs publics et le pays. On ne doit pas permettre que cette aide soit une cause d'une politique de facilité et de laissez-aller: l'aide étrangère ne peut pas continuer indéfiniment. Il faut que le Congo apprenne à compter sur lui-même.

La même réflexion s'applique en ce qui concerne l'assistance technique. Il ne faut pas permettre que la présence de nombreux experts dispensent les agents de l'administration congolaise de faire l'effort et le travail qui leur incombent.

Awad Barakat

ANNEXE No. I

DEPENSES PUBLIQUES EN 1963 (1)

(en millions de F.C.)

I. Dépenses budgétaires

Crédits votés		23 433,2
Arriérés budgets précédents (estimation (2))	1 800	
Crédits complémentaires nécessaires en raison de l'insuffisance des crédits votés	766,8	
Déficit des parastataux (2)	1 000	
Arriéré corps enseignant (3)	2 000	
Participation au F.M.I. et à la Banque Internationale	195	
Participation à la Banque Africaine de Développement (en 5 ans: 422,5)	84,5	
Participation à la SOCIR (en 3 ans: 182)	<u>64</u>	5 910,3

II. Dépenses supportées par les fonds de contrepartie

Participation au Fonds pour le Congo (en devises \$2 millions)	130	
Participation en F.C. au Fonds pour le Congo	403,400	
Frais Mission B.I.R.D. (\$25 000)	1,625	
Participation divers fournis par les Fonds de contrepartie	<u>110,200</u>	<u>645,225</u>
Total dépenses escomptées pour 1963		<u><u>29 988,725</u></u>

- (1) Tous les chiffres donnés dans cette annexe n'ont qu'une valeur estimative. Ils méritent d'être révisés, corrigés et complétés.
(2) Impossible d'obtenir des chiffres exacts. C'est une pure estimation.
(3) Chiffre approximatif; montants exacts pouvant être le double.

III. Dépenses financées hors budget

	<u>1963</u>	<u>1960-1963</u>
	en millions de F.C.	en millions de \$ E.U. total cumulatif
1. <u>Défense Nationale</u>		
Assistance belge		
" américaine		
" italienne		
"		
"		
"		
"		
	_____	_____
	?	?
2. <u>Assistance technique</u>		
ONU (\$15 millions)	975	33,167
Personnel administratif		
Assigné aux experts		
\$1,200 millions	78	2,400
Belgique (1)	975	45
Etats-Unis (\$3,019)	182	9,330
Fondation Ford (\$0,350)	22,75	1,450
Allemagne	260	4
France	?	?
C.E.E.	?	?
	_____	_____
	2 492,75	107,847
	=====	=====

(1) Estimatif

1963
en millions de F.C.

1960-1963
en millions de \$ E.U.
total cumulatif

3. Autres aides

32 véhicules Allemagne (DM 800 000)	13	}
Matériel télécommunications et télex (DM 3 856 000)	62,660	
Avions et autres (DM 171 500)	2,788	
Danemark (Hôpital et formation) (Cour. 11 millions = \$1,5)	97,500	
Total	175,948	

5.-

1,5

6,5

4. Projets de développementA. Travaux Publics, Programme D
(sur fonds de contrepartie)

Approuvés mars 1963	642,590	
Approuvés après mars 1963	77,112	
Approuvés en principe	294,100	
Projets	37,250	
Total A	1 051,052	

30.-

B. Travaux sur les fonds du Marché Commun

Approuvés (\$13,806 millions)	0,700	}
Approuvés (\$3,054 millions)	198,510	
En préparation (\$3,104 millions)	201,760	
Total B	400,970	

20.-

20.-

1963
en millions de F.C.1960-1963
en millions de \$ E.U.
cumulatifC. Fonds communautaire

Préparés 5 000

En préparation 4 000

Total C 9 000

0,140D. Autres projets

Adduction d'eau MANIMBA 5,443

Standby Université 3,124

Université de Lovanium ?

Route Matadi-Boma et autres 335,000

En préparation 137,000

Total D 480,567

7,700

Total A, B, C, D 1 941,589

57,840

IV. Tableau récapitulatif des charges publiques

en 1963

(en millions de F.C.)

I. Charges budgétaires	29 343,500
II. Charges supportées par les fonds de contrepartie	645,225
III. Charges financées par l'aide étrangère	
1. Défense Nationale	?
2. Assistance technique	2 492,75
3. Autres aides	175,948
4. Projets de développement	<u>1 941,589</u>
Total III	4 610,287
Total des charges publiques	<u><u>34 599,012</u></u>

V. Recettes budgétaires en 1963

(en millions de F.C.)

Recettes prévues au budget	13 127,5
Recettes effectives (estimation	11 500
Déficit escompté sur le budget	17 843,5
Total	<u>29 343,5</u>

VI. Financement du déficit

(en millions de F.C.)

1. Avance du Conseil Monétaire Bons du Trésor et Fonds de contrepartie		
Janvier/juillet 1963	7 290	
Août/décembre 1963	10 552	
		<hr/>
		17 843,500
2. Recettes provenant des Fonds de contrepartie		645,225
3. Aide étrangère		4 610,287
		<hr/>
Total		23 099,012
		<hr/> <hr/>

- 3 - 3 - 3 - 3 - 3 - 3 - 3 - 3 -

ANNEXE No. II (1)

SITUATION ET DEVISES AU 30.6.63

(en millions de F.C. au cours fixe \$1 = F.C.50)

I. AVOIRS

Avoirs banques agréées	559	
Conseil Monétaire	<u>1 729</u>	
	2 288	
Engagements	<u>872</u>	
Position nette	1 416 tombés à 932 millions le 10.8.63

II. AUTRES RESSOURCES

A. Droit de tirage sur l'Irving Trust	150 ou 350 d'après d'autres informations
Solde disponible sur la 2ème tranche d'aide	480	
P.A. pétrole à récupérer (\$2,5)	<u>125</u>	
Total	755 ou 1105
B. Marché Commun \$5,5 millions	<u>275</u>	
Total A et B	1 030	
C. Recettes escomptées au 2ème semestre 1963		
- Exportations	8 400	
- Invisibles	100	
Total	8 500	8 500
Total des ressources	<u>9 530</u>	

(1) Les chiffres reproduits dans cette annexe sont incomplets ou estimatifs. Ils méritent donc d'être complétés et révisés.

III. Dépenses 2ème semestre 1963

(en millions de F.C. au cours fixe
\$1 = F.C.50)

Rétrocession Société Minière	2 400	
Rétrocession exportations	750	
Convention nos exportations	1 100	
Convention approvisionnement	1 673	
	<hr/>	
	5 923	- 5 923

Allocation 3ème trimestre	600	
Allocation 4ème trimestre	<u>750</u>	
	1 350	

Frais connexes aux importations

3ème trimestre	150
4ème trimestre	185
	<u>25</u>

	<hr/>	
	360	
	1 710	
Invisibles	<u>850</u>	
Total dépenses	2 560	- 2 560

Solde escompté:

440

IV. ENGAGEMENTSA. Engagements courants

Sud-Kasaï	125	
Fonds pour le Congo (\$750 000)	37,50	
Frais Mission B.I.R.D. (\$25 000)	1,25	
Bons du Trésor Rwanda et Burundi	81	
Défense Nationale	150	
Frais voyages enseignants	50	
Travaux Publics 1/2 quota	72	
Approvisionnement ANC	55	
Adhésion I.M.F., B.I.R.D., I.D.A.	150	
Air Congo - Achat avions	<u>46</u>	
Total A	767,75	767,75

B. Autres engagements

Travaux Publics 2ème quota	72	
Approvisionnement ANC (solde)	195	
Air Congo - Achat d'avions	186	
Travaux Publics - Programme D	172,68	
" " " "	46	
Investissements privés autorisés	<u>90</u>	
Total B	761,68	761,68

C. Nouvelles demandes

Nouveaux projets travaux publics	?	
" " Marché Commun	?	
Investissements privés	842	<u>842</u>
Total IV		<u><u>2 371,83</u></u>

V. ENGAGEMENTS NON COURANTS ET DETTE PUBLIQUEA. Arriérés

Arriéré SABENA	140	
Arriéré Air France	10	
Arriérés dette commerciale	1 000	
Bons UNESCO	250	
Dettes à consolider SABENA	?	
Total A		1 400

B. Dettes publiques

Prêt Banque Internationale Développement	-	
Bons Trésor Rwanda et Burundi en 1964 et 1965 ...	320	
Solde prêts \$40 millions		
Banques américaines 1959 et 1960	?	
Crédit allemand	125	
Contentieux belge	?	
Participation SOCIR (en 3 ans)	140	
Adhésion Banque Africaine de développement		
(en 5 ans)	<u>325</u>	
Total B		<u>910</u>
Total V		2 310

ANNEXE No. III

AIDE ETRANGERE

	<u>1963</u>	Total cumulatif 1960-1963 (en millions de \$E.U.)
<u>I. Assistance technique</u>		
ONUC (\$15 + 1,2)	16,2	35,567
Belgique	15	45
Etats-Unis - Gouvernement	3,019	9,330
Etats-Unis - Privé	0,350	1,450
Allemagne	-	4
France	?	
Suisse	?	
Danemark	<u>1,500</u>	<u>1,500</u>
	<u>36,069</u>	<u>96,847</u>
<u>II. Importations et aides en nature</u>		
Programme d'importations Etats-Unis	35	90,950
Etats-Unis - Titre I	30,554	42
" " - Titre II	5,300	19,500
" " - Titre III	4,000	7,000
Autres	-	1,300
Allemagne	5,000	5,000
Autres pays	-	15,000
Marché Commun	5,500	18,000
	<u>85,354</u>	<u>198,750</u>
Total I et II	<u>121,423</u>	<u>295,597</u>

ANNEXE No. IV

MOYENS DE FINANCEMENT DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT

	en millions de F.C. , au cours de \$1 = 65 F.C.
1. Solde non utilisé Marché Commun (\$3,104 millions)	201,760
Nouveau crédit Marché Commun (\$5,5 millions)	<u>357,500 (1)</u>
	559,260
2. Solde fonds contrepartie au 30.6.63	1 334,700
3. Nouveaux soldes fonds contrepartie (1)	
Solde Titre I années 1962-1963	873
(\$15 millions) moins 10%	
Solde Titre II Programme Katanga	?
Titre I Année 1963-1964	1 462,500
(\$25 millions) moins 10%	
Riz chinois	?
Solde Irving Trust (\$7 millions)	455
	<hr/>
Total	<u>4 684,460 (1)</u>
	<hr/>

(1) En cas de modifications de la valeur du Franc Congolais, la contrevaletur des montants exprimés en dollars devrait être majorée en conséquence.

CABINET
DU PREMIER MINISTRE



N° 05410

FILE

A Monsieur le Chef des Opérations
Civiles de l'Organisation des
Nations-Unies
Building Royal

LEOPOLVILLE/KALINA

Organisation de l'aide
étrangère.

c/tec 210/1

Monsieur le Chef des Opérations civiles,

J'ai l'honneur d'attirer tout spécialement votre attention sur les dispositions contenues dans l'Ordonnance de Monsieur le Président de la République n° 136 du 15 septembre 1962, et dans ses arrêtés n°s. 3 et 4 des 20 et 31 octobre 1962, créant et organisant le Bureau de Coordination Economique rattaché à ses services.

Aux termes de ces différents textes, je vous précise que c'est à cet organe qu'il appartient d'assurer l'harmonisation de l'assistance étrangère (assistance économique, financière et technique) et de jouer, en conséquence, un rôle d'impulsion en la matière. Il va de soi que toutes les questions y afférentes sont désormais de la compétence de cet organe qui est chargé notamment d'étudier les besoins d'ensemble de la République en ce domaine particulier et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour les satisfaire.

Dans l'examen des dossiers d'aide étrangère, le Bureau de Coordination Economique veillera à oeuvrer dans un esprit d'étroite collaboration avec les Départements Ministériels intéressés.

Je vous serais en conséquence spécialement reconnaissant de bien vouloir adresser à ses services, sous le timbre du "Bureau de Coordination Economique", toute proposition d'aide étrangère que l'Organisation des Nations-Unies serait susceptible d'offrir au Congo dans quelques domaines que ce soit.

En vous remerciant à l'avance, je vous prie d'agréer, Monsieur le Chef des Opérations civiles, avec ma reconnaissance pour l'aide déjà offerte, l'expression de ma haute considération.

LE PREMIER MINISTRE

Cyrille ADOULA.

C/TEC 210/1

NOTE A MESSIEURS LES MINISTRES (TOUS)

J'attire particulièrement votre attention sur les dispositions contenues dans l'Ordonnance n° 136 du 15 septembre 1962, relative à la création d'organes d'exécution administratifs et à mes Arrêtés n°s. 3 et 4 des 20 et 31 octobre 1962, définissant les compétences et structures du Bureau de Coordination Economique.-

Aux termes de ces différents textes, le fonctionnement de cet organe nécessite des rapports fréquents avec les divers Départements Ministériels qui devront faire preuve d'esprit de collaboration avec le Bureau de Coordination Economique de mes Services.-

En vue de matérialiser d'une manière tangible ce souci d'étroite collaboration, les efforts de tous les Départements Ministériels devront être concentrés sur l'objectif d'adapter le fonctionnement de leurs services à l'esprit et à l'optique préconisée par ces textes.-

En ce qui concerne l'organisation de l'assistance étrangère (assistance économique, financière et technique), je me dois de rappeler que c'est au Bureau de Coordination Economique qu'il appartient d'assurer l'harmonisation de celle-ci et de jouer en conséquence, un rôle d'impulsion en la matière conformément aux stipulations des textes prémentionnés.- Toutes les dispositions doivent être prises pour que les requêtes ayant trait à l'assistance étrangère soient adressées à mes services, sous le timbre du "Bureau de Coordination Economique" pour examen et pour approbation éventuelle après consultation des Départements intéressés.- Afin de permettre au Bureau de Coordination Economique d'apprécier exactement chacun des besoins particuliers, il convient que vous annexiez à toute demande de l'espèce que vous présenterez éventuellement, une description d'emploi claire et détaillée. Je ne saurais trop insister sur ce dernier point.

Vous voudrez bien m'accuser, par prochain courrier, réception de la présente notification.

LE PREMIER MINISTRE

Adoula

Cyrille ADOLA.

ORDONNANCE N° 136 DU 15 SEPTEMBRE
1962 PORTANT CREATION D'ORGANES
D'EXECUTION ADMINISTRATIFS.

Le Président de la République.

Vu la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo, et spécialement son article 17;

Attendu que la situation économique et financière du pays atteint un point critique;

Attendu qu'il y a lieu de résorber le déficit budgétaire dont l'importance et la persistance menacent gravement la stabilité de la monnaie;

Attendu qu'il convient de disposer d'un volume accru de devises pour se procurer les produits et matériels dont la pénurie provoque un marasme économique et un malaise social croissants;

Attendu qu'il est nécessaire et urgent que le gouvernement ait les moyens de renforcer les structures administratives lui permettant de formuler et d'exécuter avec succès une politique de relèvement national;

Sur la proposition du Premier Ministre et des Ministres des Finances, des Affaires économiques et du Plan,

Ordonne:

Article 1er

Il est créé trois organes d'exécution administratifs relevant directement du Premier Ministre, individuellement responsables devant lui et munis de pouvoirs précisés aux articles 3, 4 et 5, à savoir:

- Un Ordonnateur des Devises chargé de la gestion des ressources extérieures;
- Un Ordonnateur des Finances publiques, qui opérera dans le domaine des finances internes;
- Un Directeur de la Coordination économique qui sera chargé de formuler les programmes pour l'utilisation des ressources disponibles en fonction des priorités établies.

Article 2.

Pour la mise en oeuvre de ces organes, il est prévu de faire provisoirement appel à des experts internationaux de classe supérieure, présentés par l'Organisation des Nations Unies, nommés par le Chef d'Etat, et assistés de fonctionnaires supérieurs congolais appelés à les remplacer ultérieurement.

Article 3.

Les fonctions essentielles de l'Ordonnateur des Devises sont les suivantes:

- Approbation du volume des programmes d'importations et de paiements établis respectivement par l'Office d'Approvisionnement et par l'Institut d'Emission;
- Participation avec voix délibérative aux travaux de la Commission de Change dont les délibérations portant utilisation des devises ne peuvent être exécutoires sans son accord préalable;
- Contrôle de l'allocation des licences d'importation;
- Visa des autorisations de transferts invisibles de devises.

.../...

Article 4.

L'Ordonnateur des Finances publiques, placé sous l'autorité du Ministre des Finances, a dans ses attributions immédiates:

- La recherche des moyens et méthodes permettant d'arrêter l'augmentation du déficit ou de la réduire, notamment par la mise en oeuvre d'un plan de trésorerie pour la gestion 1962;
- La préparation et l'établissement d'un budget détaillé par catégories de dépenses, spécialement pour l'exercice 1963.

Il doit également:

- Etablir le plan de financement du budget fixant l'utilisation des recettes fiscales courantes, le recours aux fonds de contrepartie et à l'emprunt au système bancaire, y compris l'Institut d'Emission;
- Examiner tous projets de loi, d'ordonnances ministérielles et de circulaires administratives pouvant porter à une dépense supplémentaire ou tendant à provoquer un changement dans le système fiscal, et présenter au Premier Ministre un commentaire chiffré sur chacun d'eux;
- Viser obligatoirement l'ordonnancement de toutes les dépenses publiques, et tout retrait de compte du Trésor auprès des Caisses de l'Etat

L'Ordonnateur des Finances publiques soumettra ses recommandations et suggestions relatives aux recettes et dépenses de l'Etat directement au Ministre des Finances et au Premier Ministre qui prendra, le cas échéant, les décisions définitives.

Article 5.

Le Directeur de la Coordination économique, en collaboration avec les Ministres du Plan et des Affaires économiques, est responsable de la préparation de la mise en oeuvre des programmes économiques.

Il est chargé d'arrêter les objectifs et l'ordre prioritaire des projets, et d'élaborer les programmes auxquels l'assistance étrangère est destinée.

Il a des pouvoirs de contrôle sur l'Office d'Approvisionnement afin de promouvoir un programme de ravitaillement tenant compte des besoins essentiels et des possibilités du moment, et contribuant au rétablissement économique du pays.

Il établit un plan d'ensemble des priorités de l'assistance technique, et donne son avis sur tout recrutement de techniciens étrangers.

Il conseille le Premier Ministre, les Ministres du Plan et des Affaires économiques sur toutes les questions de politiques économique.

Article 6.

Les organes, tels qu'ils sont définis aux articles 3 à 5 ci-dessus, peuvent faire appel à des collaborateurs recrutés soit parmi les fonctionnaires congolais, soit parmi les experts internationaux présentés par l'Organisation des Nations Unies, et nommés par le Premier Ministre.

Ces agents, placés sous la direction exclusive de l'organe qui les emploie, peuvent être notamment affectés dans les différents Ministères, à l'Office d'approvisionnement, à l'Office des licences, à la Commission de Change, aux Sections d'Assistance économique et technique, et d'une manière générale dans tout service ou organisme où leur présence est jugée nécessaire.

.../...

Article 7.

Toutes dispositions antérieures portant sur les points faisant l'objet de la présente ordonnance sont expressément abrogées, et notamment celles portant organisation du contrôle des changes.

Article 8.

Le Premier Ministre et les Ministres des Finances, des Affaires économiques et du Plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Léopoldville, le 15 septembre 1962.

Joseph KASA-VUBU.

Par le Président de la République:

Le Premier Ministre,

Cyrille ADOULA.

Le Ministre des Finances,

E. BAMBA.

Le Ministre des Affaires économiques,

J.P. DERICOYARD.

Le Ministre du Plan et de la
Coordination économiques

J. MASSA.

ARRETE MINISTERIEL NO. 3 DU 20 OCTOBRE 1962 PORTANT MESURE D'EXECUTION DE
L'ORDONNANCE NO. 136 DU 15 SEPTEMBRE 1962 RELATIVE A LA CREATION D'ORGANES
D'EXECUTION ADMINISTRATIFS.

Le Premier Ministre,

Vu l'ordonnance no. 136 du 15 septembre 1962 et spécialement en son
article 5,

Arrête :

Article 1er

Il est créé un Bureau de Coordination Economique, relevant directement
du Premier Ministre et placé sous l'autorité d'un Directeur dont les attri-
butions sont fixées par l'article 5 de l'Ordonnance no. 136 du 15 septembre
1962.

Article 2

Sans préjudice des dispositions dudit article 5, le rôle de ce Bureau
porte essentiellement sur les points suivants :

- 1) Etudes et programmation;
- 2) Harmonisation de l'assistance étrangère;
- 3) Inspection et contrôle de l'approvisionnement.

Article 3

En vue de donner au Bureau de Coordination Economique l'efficience
désirable, son action est basée sur les trois principes suivants :

- a) réduire au minimum l'appareil administratif du nouvel organe
qui s'intègre dans les services entourant le Premier Ministre
avec lequel la liaison s'établit directement à l'échelon du
"Cabinet". La structure interne de ce service sera essentiellement
conçue en vue d'obtenir une information d'ensemble et de réaliser
une synthèse des résultats;
- b) assurer une liaison permanente avec et entre les divers ministères
et tous autres organismes pour faire exécuter rapidement les
décisions prises et veiller à l'accomplissement des formalités
administratives qu'elles requièrent;
- c) utiliser au mieux les services ministériels spécialisés et tous
autres organismes préexistants.

Article 4

LE DEPARTEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE :

Fixe les dispositions applicables aux techniciens étrangers et aux agents congolais bénéficiaires de bourses d'étude ou de stage.

Article 5

LE DEPARTEMENT DE L'EDUCATION NATIONALE :

- signale les possibilités d'enseignement au Congo afin d'éviter l'envoi de boursiers à l'étranger alors qu'une formation identique peut être reçue dans les institutions nationales;
- détermine par tous les moyens appropriés le niveau des candidats de façon que les bourses ne soient attribuées qu'aux seules personnes ayant déjà reçu une formation suffisante pour en tirer profit.

Article 6

En vue d'assurer une étroite collaboration entre le Ministère du Plan et le Bureau de Coordination Economique, tous projets de développement de l'économie congolaise émanant des Services du Plan doivent être soumis au Bureau de Coordination Economique avant d'être présentés au Premier Ministre.

Inversement lorsque l'initiative de tels projets et programmes vient du BCE, le Ministre du Plan doit être consulté avant présentation au Premier Ministre.

Article 7

Toute utilisation de fonds d'assistance proposée par le Bureau de Coordination Economique, soit en fonds de contrepartie, soit en devises, doit être débattue avec l'Ordonnateur des Finances.

Inversement toutes questions relatives aux budgets et aux négociations de prêts doivent être débattues avec le BCE préalablement à leur présentation et à leur discussion au Conseil des Ministres.

Article 8

A la demande du BCE, le Ministère des Affaires Etrangères recherche toutes possibilités d'aide de l'étranger. Il soumet au BCE, en commentant éventuellement, toute offre d'aide étrangère.

Réciproquement, le BCE informe les Affaires Etrangères des conditions de l'aide dont il peut avoir directement connaissance.

Le même ministère négocie les accords éventuels dans le cadre des directives arrêtées par le BCE et les services intéressés. Il prend les dispositions nécessaires pour faciliter l'envoi et le séjour des boursiers à l'étranger, ainsi que l'entrée et le séjour au Congo des techniciens étrangers.

Article 9

En collaboration avec le Ministère des Affaires Economiques, le Bureau de Coordination Economique pose les principes régissant l'utilisation de toutes catégories de devises étrangères.

- En conformité avec l'article 6 de l'Ordonnance, le Bureau de Coordination Economique place auprès de l'Office d'Approvisionnement un délégué mandaté par le Directeur pour s'assurer que la distribution des quotas aux importateurs est conforme aux principes généraux ci-dessus établis.

- L'Office d'Approvisionnement soumet au BCE d'une part les propositions relatives aux priorités à accorder aux catégories diverses des importations, et d'autre part les révisions périodiques à y apporter.

Ces propositions doivent être approuvées par le Bureau de Coordination afin d'assurer leur conformité avec la politique économique générale du pays.

- L'attribution des quotas de devises étrangères aux importateurs est effectuée par l'Office d'Approvisionnement en conformité rigoureuse avec les principes et priorités ci-dessus établis. Toute demande de quota doit être examinée par le délégué du Bureau de Coordination et toute attribution de quota doit être visée par ses soins, après approbation du Bureau.

Article 10

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Léopoldville, le 20 octobre 1962.

C. ADOULA

Le Ministre des Finances :

E. BAMBA

Le Ministre des Affaires Economiques :

J.P. DERICOYARD

Le Ministre du Plan :

J. MASSA

ORDONNANCE PORTANT CREATION D'ORGANES D'EXECUTION ADMINISTRATIFS

Exposé des motifs,

La situation financière du Congo est critique. Le déficit budgétaire persistant qui se chiffre chaque mois à plus de F.C. 1 milliard contribue à accroître les risques d'inflation, les réserves de change sont pratiquement épuisées, et les prix intérieurs, après n'avoir augmenté qu'assez lentement jusqu'à la fin de 1961, amorcent maintenant une hausse. La hausse des prix a entraîné une diminution des salaires et revenus réels pour l'ensemble de la population, à l'exception de groupes privilégiés dont les salaires ont fait l'objet d'ajustements successifs.

La production et les exportations qui, pendant le deuxième semestre 1961 présentaient les symptômes d'un redressement progressif, ont fait une rechute : en effet, la production pour le marché a baissé, la contrebande s'est accrue et la pénurie de marchandises s'est aggravée. Si on laisse le champ libre à ces forces négatives, il en résultera une hyper-inflation avec toutes ses conséquences perturbatrices d'ordre politique et économique.

Le financement des importations dans le passé a déjà absorbé la totalité de l'aide fournie au Congo, ainsi que ses propres réserves en devises. Les licences d'importations ont déjà été soumises à des restrictions et à moins qu'une nouvelle aide substantielle ne soit accordée, elles devront être réduites de façon draconienne et la plupart des transferts de paiements invisibles devront être arrêtés. Une telle éventualité provoquerait à nouveau un grave bouleversement dans la production et la distribution et précipiterait une forte inflation des prix.

D'autre part, l'expérience a démontré qu'il faudrait renforcer la structure administrative existante pour permettre au gouvernement de formuler et d'exécuter avec succès une politique économique et financière qui puisse contribuer au relèvement du pays.

Dans ces conditions, même une nouvelle aide étrangère contribuerait peu à la solution des problèmes économiques et financiers du Congo si un effort sérieux n'était pas fait pour introduire des réformes internes qui permettraient au gouvernement de limiter les dépenses publiques et de contrôler l'utilisation des ressources en devises.

- a) A cette fin le gouvernement juge nécessaire :
d'obtenir une réduction ou tout au moins un blocage effectif à leurs niveaux actuels de toutes les rémunérations y compris les allocations de toute nature, ainsi que des soldes du personnel civil et militaire ;
- b) d'interdire tout nouveau recrutement de personnel, soit sous statut soit sous contrat, par l'Etat aussi bien que par les provinces, qui n'ait pas été expressément autorisé par le Premier Ministre, et étudier les possibilités d'un reclassement dans les activités productives, du personnel en surcroît.

./....

En outre, il y aura lieu de créer des organes d'exécution administratifs, relevant directement du Premier Ministre, individuellement responsables devant lui et munis de pouvoirs assez étendus. Ces organes seront au nombre de trois : un Ordonnateur des Devises chargé de la gestion des ressources extérieures, un Ordonnateur des Finances Publiques qui opérera dans le domaine des finances internes, et un Directeur de la Coordination économique qui sera chargé de la liaison avec les Ministères intéressés, ainsi qu'avec les Ordonnateurs de Devises et des Finances, de formuler pour les périodes appropriées les programmes pour l'utilisation des ressources disponibles en fonction des priorités établies. Ce programme et ces priorités seront établis par un conseil d'experts recrutés à cette fin.

Pour aider le gouvernement du Congo dans la mise en oeuvre de ces organes, il serait souhaitable que les Nations-Unies fournissent au gouvernement des experts internationaux de classe supérieure qui seront nommés par le Chef de l'Etat aux fonctions ci-dessus énumérées et seront chargés, chacun dans son secteur, de l'exécution des directives du Premier Ministre.

Il serait également nécessaire de prévoir le recrutement d'un certain nombre de fonctionnaires pour former le personnel de ces organismes.

Les organes ainsi créés dépendront directement du Premier Ministre et il lui appartiendra de déterminer les points de l'Administration où il seront affectés. Ils auront en outre mission de préparer des fonctionnaires congolais qui pourront assumer eux-mêmes les responsabilités provisoirement assurées par ces organes, dont les tâches et attributions sont décrites brièvement ci-dessous :

TRANSACTIONS DE DEVISES.

De manière à assurer l'utilisation la plus efficace possible des ressources en devises, des programmes d'importations et de paiement, ainsi que de transferts invisibles, seront préparés pour des périodes appropriées. En fixant les priorités à respecter dans l'établissement de ces programmes l'on accordera une importance prépondérante aux importations présentant un caractère essentiel pour la production locale et aux importations encourageant la population rurale à vendre ses produits.

L'office d'Approvisionnement, que j'aimerais voir renforcé par deux ou trois spécialistes, établira, en liaison étroite avec l'Ordonnateur des Devises, des programmes détaillés. Ces programmes seront préparés par catégorie de produits et rubriques douanières et par régime d'importations. Il prévoieront aussi des contingents distincts par province, établis selon les mêmes modalités. Ils seront soumis pour approbation à l'Ordonnateur des Devises, qui vérifiera que les priorités déterminées ont été respectées. Les programmes des paiements pour transferts invisibles seront préparés par l'Institut d'Emission et également soumis pour approbation à l'Ordonnateur des Devises.

./....

Ces programmes, une fois approuvés, seront envoyés à la Commission de Change, qui les transmettra respectivement à l'Office d'Approvisionnement et à l'Office de change pour exécution.

Afin de permettre à cette procédure de fonctionner efficacement, les pouvoirs et les attributions actuels des divers organes compétents en la matière doivent être adaptés de manière à ce que :

Tout utilisateur de devises devra obtenir l'autorisation préalable de l'Ordonnateur de Devises, qui pourra cependant déléguer ce pouvoir. L'Ordonnateur de Devises, ou son délégué, participera à toutes les délibérations de la Commission de Change avec voix délibérative et son accord sera nécessaire pour que les décisions de la Commission soient exécutoires.

En outre, le Directeur de la Coordination économique aura des pouvoirs de contrôle sur l'Office d'approvisionnement, et l'Ordonnateur des Devises sur l'Office des Licences et l'Office des Changes, où ils seront représentés par leurs délégués.

Le délégué du Directeur de la Coordination économique placé auprès de l'Office d'approvisionnement devra contrôler que la distribution des quotas aux importateurs soit conforme aux principes généraux établis par son bureau. Toute attribution de quota doit être visée par lui.

Le délégué de l'Ordonnateur des Devises placé auprès de l'Office des Licences est chargé de contrôler que l'attribution des licences est conforme aux quotas distribués et au règlement en vigueur. Il soumettra au moins une fois par mois des rapports sur l'activité de l'Office des Licences à l'Ordonnateur des Devises, à l'Ordonnateur des Finances Publiques, au Directeur de la Coordination économique, ainsi qu'à la Commission de Change.

Le délégué de l'Ordonnateur des Devises auprès de l'Office de Change devra veiller à ce que les autorisations de transferts invisibles soient conformes aux principes et priorités établis. Il visera ces autorisations au nom de l'Ordonnateur des Devises.

L'office d'approvisionnement restera sous l'autorité du Ministère des Affaires économiques. L'office des Licences et l'Office de Change resteront sous l'autorité de l'Institut d'Emission.

Le Conseil monétaire de la République continuera à exercer les fonctions d'Institut d'Emission.

FINANCES PUBLIQUES.

Pour réduire le déséquilibre budgétaire, cause fondamentale de l'inflation actuelle, l'Ordonnateur des Finances publiques recherchera immédiatement, avec le concours du Ministre des Finances et des autres Ministres intéressés, les moyens et méthodes permettant d'arrêter l'augmentation du déficit, ou de le réduire. A cette fin, et en attendant la préparation du budget de 1963, l'Ordonnateur des Finances publiques établira un plan de

./....

Trésorerie aussi détaillé que possible sur la base duquel il ordonnancera les dépenses dans le cadre du budget 1962.

L'ordonnateur des Finances, qui sera détaché auprès du Ministère des Finances, sera chargé, en liaison avec le Ministère des Finances, de la préparation du budget. Il établira également le plan de financement du budget, fixant l'utilisation des fonds de contrepartie mis à sa disposition et à l'emprunt au système bancaire, y compris l'Institut d'Emission.

Toute proposition de loi émanant du gouvernement, toute ordonnance ministérielle ou circulaire administrative pouvant porter à une dépense publique supplémentaire, ainsi que toute proposition tendant à un changement dans le système fiscal, devront porter la signature du Premier Ministre, ainsi que celle du Ministre intéressé. L'Ordonnateur des Finances examinera pour compte du Premier Ministre tous ces projets et pour chacun d'eux chiffrera les augmentations des dépenses ou des recettes qu'ils comportent. Il présentera ensuite ces projets avec ses commentaires au Premier Ministre pour décision.

L'Ordonnateur des Finances visera l'ordonnancement de toutes les dépenses publiques qui ne seront valablement exécutables qu'avec sa signature. L'Ordonnateur pourra déléguer ce pouvoir à des Contrôleurs détachés auprès des divers ministères (par exemple, un pour deux ministères) et à des Contrôleurs détachés auprès des provinces.

Ces contrôleurs seront chargés d'établir sans délai pour chaque ministère et province un inventaire du personnel sous statut et sous contrat spécifiant grade et rémunération. Ils seront aussi chargés de fournir à l'Ordonnateur des Finances toutes les données nécessaires pour établir un budget détaillé par catégorie de dépense.

Par délégation de l'Ordonnateur des Finances, les contrôleurs seront chargés de viser l'ordonnancement des dépenses publiques dans leurs secteurs. En outre, tout prélèvement du compte du Trésor auprès des Caissiers de l'Etat devra être visé par eux, qui devront aussi mentionner sur le bordereau les imputations budgétaires auxquelles seront affectés ces prélèvements.

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE.

Il sera établi, sous l'autorité directe du Premier Ministre, un Bureau de la Coordination économique. Ce bureau sera le centre de coordination de la préparation et de la mise en oeuvre des programmes économiques. Il sera chargé d'arrêter les objectifs et l'ordre prioritaire des projets et d'élaborer les programmes auxquels l'assistance

étranger sera destiné. Il veillera, en particulier, à ce que l'offre et l'emploi de l'assistance étrangère, sous toutes ses formes, soient conformes aux directives et aux programmes sanctionnés par le Premier Ministre.

La structure du bureau de la Coordination économique sera la suivante :

A. - BUREAU DU DIRECTEUR.

Le directeur sera immédiatement responsable devant le Premier Ministre de toutes les activités du bureau, et sera chargé, de concert avec l'Ordonnateur des Devises et l'Ordonnateur des Finances, de conseiller le Premier Ministre sur les questions de politique économique, en particulier sur toutes celles ayant trait à l'assistance étrangère.

B. - SECTION DE L'ASSISTANCE ECONOMIQUE.

Cette section sera chargée de la coordination des programmes d'assistance à caractère strictement économique et de la coordination d'une telle assistance : l'assistance financière au budget national et à l'importation par exemple, l'assistance fournie sous forme de marchandises et de services, et les fonds de contrepartie provenant de diverses catégories d'assistance. Elle fonctionnera en collaboration étroite avec l'Office d'approvisionnement dans la préparation des programmes d'importation.

C. - SECTION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE.

Cette section sera chargée, en liaison avec les ministères intéressés, de l'élaboration des plans et de la coordination de toutes les activités de l'assistance technique étrangère. Elle sera responsable de l'établissement d'un plan d'ensemble des priorités de l'assistance technique, plan sur lequel seront basés les accords et les projets spécifiques que la section devra arrêter avec les diverses sources d'assistance. Elle sera le centre d'administration et de contrôle des experts étrangers, des activités ayant trait aux bourses de perfectionnement et de tous autres projets. Elle donnera son avis sur tout recrutement de personnel étranger.

D. - SECTION DES RAPPORTS ET DES STATISTIQUES.

Etant donné que l'efficacité de tout programme d'assistance technique ou économique dépend, dans une très grande mesure, de l'apport organisé de données statistiques sûres, cette section sera chargée de l'élaboration et du fonctionnement d'une méthode statistique, ainsi que de la rédaction de rapports destinés à satisfaire les demandes de tous les intéressés.

* * *

ORDINANCE No. 136 OF 15 SEPTEMBER 1962 CREATING ADMINISTRATIVE
ORGANS WITH EXECUTIVE POWERS

By virtue of the Loi Fondamentale of 19 May 1960 on the structure of the Congo, and particularly article 17 thereof;

Whereas the economic and financial situation of the country has reached a critical state;

Whereas it is necessary to absorb the budgetary deficit, whose size and persistence are a grave threat to the stability of the currency;

Whereas it is necessary to have available an increased volume of foreign exchange to acquire products and materials whose absence is provoking growing economic stagnation and social malaise;

Whereas it is necessary and urgent to have the means to reinforce the administrative structures in order to permit the successful formulation and execution of a policy of national recovery;

At the proposal of the Prime Minister, and the Ministers of Finance, Economic Affairs, and Planning,

The President of the Republic orders:

Article 1

Three administrative organs with executive powers shall be created, within the direct jurisdiction of the Prime Minister, individually responsible to him, and invested with the powers stipulated in articles 3, 4 and 5, namely:

- A Comptroller of Foreign Exchange in charge of the management of external resources;
- A Comptroller of Public Finance who will operate in the field of domestic finance;
- A Director of Economic Co-ordination who will be in charge of formulating programmes for the utilization of available resources in relation to established priorities.

Article 2

To establish these organs, it is proposed to call provisionally on the services of international experts of high grade, recommended by the United Nations and appointed by the Head of State, to be assisted by high-ranking Congolese officials who shall later be called upon to replace them.

Article 3

The essential duties of the Comptroller of Foreign Exchange shall be as follows:

- Approval of the volume of import and payment programmes established by the Office of Supply and the Bank of Issue (Institut d'Emission) respectively;
- Participation in a consultative capacity in the work of the Exchange Commission, whose deliberations concerning utilization of foreign exchange shall not be legally valid without his assent;
- Control of the allocation of import licences;
- Countersigning of authorizations for invisible transfers of foreign exchange.

Article 4

The immediate duties of the Comptroller of Public Finance placed under the authority of the Minister of Finance shall include:

- Finding ways and means of halting the increase of the deficit or reducing it, in particular by implementing a treasury plan for the management of public funds in 1962;
- Preparation and formulation of a detailed budget according to categories of expenditure for the year 1963, in particular.

He must also:

- Establish the financial plan for the budget determining the utilization of current fiscal receipts, recourse to counterpart funds and borrowings from banks including the Bank of Issue;
- Examine all bills, ministerial ordinances, and administrative circulars that might lead to supplementary expenditure or tend to cause a change in the fiscal system, and to present to the Prime Minister a commentary, with calculations, on each of these;
- To countersign, as a matter of compulsory procedure, all orders for public expenditure and all withdrawals from the treasury account and the coffers of the State.

The Comptroller of Public Finance shall submit his recommendations and suggestions concerning state revenue and expenditure direct to the Minister of Finance and the Prime Minister, who, when applicable, shall take the final decisions.

Article 5

In collaboration with the Ministers of Planning and Economic Affairs the Director of Economic Co-ordination shall be responsible for preparing the implementation of economic programmes.

He shall determine objectives and priorities of projects and formulate programmes for which foreign assistance is intended.

He shall have controlling powers over the Office of Supply in order to promote a supply programme that will take account of the essential needs and possibilities of the moment and contribute to the economic recovery of the country.

He shall establish an overall plan of priorities for technical assistance and shall give his opinion on any recruitment of foreign technicians.

He shall advise the Prime Minister, and the Ministers of Planning and Economic Affairs on all questions of economic policy.

Article 6

The organs defined in articles 3 and 5 above may call on the services of collaborators recruited among either Congolese officials or international experts recommended by the United Nations and appointed by the Prime Minister.

These officials, placed under the exclusive direction of the organ employing them, may, in particular, be assigned to the different ministries, to the Office of Supply, the Licensing Office, the Exchange Commission, the Economic and Technical Assistance sections, and, generally, any department or organization where their presence is considered necessary.

Article 7

All previous provisions regarding the points dealt with in this ordinance are expressly abrogated, particularly those regulating exchange control.

Article 8

The Prime Minister and the Ministers of Finance, Economic Affairs, and Planning shall be responsible, each in his own sphere, for the execution of this ordinance, which shall come into effect on the date of its signature.

Done at Leopoldville, 15 September 1962.

Joseph KASA-VUBU

By the President of the Republic,

The Prime Minister,

Cyrille ADOULA.

The Minister of Finance,

E. BAMBA

The Minister of Economic Affairs

J.P. DERICOYARD.

The Minister of Planning and
Economic Co-ordination

J. MASSA

MINISTERIAL DECREE NO. 3 OF 20 OCTOBER 1962 IN EXECUTION OF ORDINANCE
NO. 136 OF 15 SEPTEMBER 1962 ESTABLISHING ADMINISTRATIVE ORGANS WITH
EXECUTIVE POWERS

By virtue of Ordinance No. 136 of 15 September 1962, and particularly article 5 thereof,

The Prime Minister decrees:

Article 1

A Bureau of Economic Co-ordination shall be created under the direct jurisdiction of the Prime Minister and placed under the authority of a Director, whose powers are established by article 5 of Ordinance No. 136 of 15 September 1962.

Article 2

Without prejudice to the provisions of the said article 5, the essential tasks of this Bureau shall be as follows:

- 1) Studies and programming;
- 2) Integration of foreign aid;
- 3) Inspection and control of supply.

Article 3

In order to give the Bureau of Economic Co-ordination the necessary efficiency, its action shall be based on the following three principles:

- a) Reducing to a minimum the administrative apparatus of the new organ, which shall be integrated in the services close to the Prime Minister, with which there is direct liaison at "Cabinet" level. The chief concern in organizing this service will be to obtain overall information and integrate results;
- b) Maintaining permanent liaison with, and between the various ministries and all other bodies in order to achieve rapid execution of decisions taken and ensure that the administrative formalities that they require are complied with;
- c) Making the best use of the specialized ministerial services and all other pre-existing bodies.

Article 4

THE DEPARTMENT OF PUBLIC ADMINISTRATION:

This department shall establish regulations applicable to foreign technicians and Congolese officials holding fellowships, or on courses.

Article 5

THE DEPARTMENT OF EDUCATION:

- This department shall indicate educational facilities in the Congo in order to avoid sending fellowship-holders abroad when identical training can be given in national institutions;
- It shall use all appropriate means to determine candidates' qualifications so that fellowships are awarded only to persons who have already received sufficient training to benefit from them.

Article 6

In order to ensure the closest co-operation between the Ministry of Planning and the Bureau of Economic-Co-ordination, all development projects for the Congolese economy originating from the Ministry of Planning must be submitted to the Bureau of Economic Co-ordination before being presented to the Prime Minister.

Conversely, when the initiative for such projects and programmes comes from the Bureau of Economic Co-ordination, the Ministry of Planning must be consulted before these projects or programmes are submitted to the Prime Minister.

Article 7

Any utilization of assistance funds proposed by the Bureau of Economic Co-ordination, whether in respect of counterpart funds or foreign exchange, must be discussed with the Comptroller of Finance.

Conversely, all questions relative to budgets and negotiations for loans must be discussed with the Bureau of Economic Co-ordination before being presented to and discussed with the Council of Ministers.

Article 8

At the request of the BEC, the Ministry of Foreign Affairs shall explore all possibilities of foreign aid. It shall submit to the BEC any offer of foreign aid with any comments it has to make. The BEC shall for its part inform the Ministry of Foreign Affairs of the conditions of any aid of which it may have direct knowledge.

The same Ministry shall negotiate any agreement in the framework of the directives prepared by the BEC and the departments concerned. It shall take the necessary steps to facilitate the travel and residence abroad of fellowship-holders as well as the entry to and residence in the Congo of foreign technicians.

Article 9

In collaboration with the Ministry of Economic Affairs, the Bureau of Economic Co-ordination shall establish the principles controlling the utilization of all categories of foreign exchange.

- In conformity with article 6 of the Ordinance, the Bureau of Economic Co-ordination shall assign to the Office of Supply a representative appointed by the Director, to ensure that import quotas are distributed in conformity with the general principles enunciated above.

- The Office of Supply shall submit to the BEC proposals concerning priorities to be granted to the various categories of imports, on the one hand, and periodical revisions to be made thereto, on the other hand.

These proposals must be approved by the Bureau of Economic Co-ordination in order to ensure conformity with the general economic policy of the country.

The Office of Supply shall allocate quotas of foreign exchange to importers in strict conformity with the principles and priorities enunciated above. All requests for quotas must be examined by the representative of the BEC and any quota-allocations must be countersigned by him, or on his authority, after the approval of the Bureau.

Article 10

This decree shall come into effect on the date of its signature.

Leopoldville, 20 October 1962.

C. ADOULA

The Minister of Finance

E. BAMBA

The Minister of Economic Affairs

J.P. DERICOYARD

The Minister of Planning

J. MASSA

ORDINANCE CREATING ADMINISTRATIVE ORGANS WITH EXECUTIVE POWERS

Introductory Statement

The financial situation of the Congo is critical. The persistent budgetary deficit of more than CF 1 000 million per month is a contributory factor towards increasing the risk of inflation; reserves of foreign exchange are practically exhausted, and an inflation of domestic prices, which increased only slowly up to the end of 1961, has now begun. This inflation of prices has entailed a decrease in real salaries and income for all the population, except the privileged groups whose salaries have been successively adjusted.

Production and exports, which, during the second half of 1961 showed signs of progressive recovery, have now suffered a relapse; in fact, production for the market has dropped, smuggling has increased, and the lack of goods has become more serious. If one leaves the field open to these negative forces, the result will be a hyper-inflation with all its disturbing political and economic consequences.

In the past the financing of imports has already absorbed all the aid supplied to the Congo, as well as its own exchange resources. Restrictions have already been imposed on the granting of import licences and, unless substantial new aid is granted, Draconian reductions will have to be made, and the majority of invisible transfers will have to be stopped. Such an eventuality would again provoke a serious upheaval in production and distribution and precipitate a serious inflation in prices.

On the other hand, experience has shown that the existing administrative structure would have to be reinforced in order to allow the government to formulate and execute with success an economic and financial policy that might contribute to the financial recovery of the country.

Under these conditions, even new foreign aid would contribute little to solving the financial and economic problems of the Congo, unless a serious effort were made to introduce internal reforms that would permit the government to limit public expenditure and control the utilization of foreign exchange resources.

For this purpose the government considers it necessary:

- a) To reduce or at least effectively freeze at their present levels all earnings, including allowances of every kind as well as the pay of civilian and military personnel;
- b) To prohibit any further recruitment of temporary or permanent personnel by the State or the provinces, unless expressly authorized by the Prime Minister, and to study the possibilities of re-integrating redundant personnel into productive activity.

In addition it will be necessary to create administrative organs with executive powers within the direct jurisdiction of the Prime Minister, individually responsible to him and invested with fairly extensive powers. These organs will be three in number: a Comptroller of Foreign Exchange in charge of the management of external resources, a Comptroller of Public Finance to operate in the field of domestic finance and a Director of Economic Co-ordination to be entrusted with liaison with the Ministers concerned as well as with the Comptrollers of Foreign Exchange and Finance and with formulating, for the appropriate periods, programmes for the utilization of available resources in relation to established priorities. This programme and these priorities would be established by a committee of experts recruited for this purpose.

To assist the government of the Congo in establishing these organs, it would be desirable for the United Nations to provide the government with international experts of high grade who would be appointed by the Head of State to the duties enumerated above and would be responsible, each in his own sector, for executing the directives of the Prime Minister.

It would also be necessary to provide for the recruitment of a certain number of officials to train the personnel of these bodies.

The organs thus created will depend directly on the Prime Minister and it will be his prerogative to determine to which sections of the administration they shall be assigned. In addition, it shall be their duty to prepare Congolese officials, who will later be able to assume the responsibilities provisionally borne by these organs, whose tasks and powers are briefly described below:

FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS

In order to ensure the optimum utilization of foreign exchange resources, programmes for imports and payments as well as for invisible transfers will be prepared for appropriate periods. In determining priorities to be observed in establishing these programmes, special preference shall be given to imports essential to local production and to imports encouraging the rural population to sell its products.

The Office of Supply, which I should like to see strengthened by two or three specialists, will prepare detailed programmes, in close liaison with the Comptroller of Foreign Exchange. These programmes will be prepared according to product categories, customs classifications and import regulations. They will also provide for distinct quantities for each province, determined in the same way. They will be submitted for approval to the Comptroller of Foreign Exchange, who will verify that the established priorities have been observed. The programmes of payments for invisible transfers will be prepared by the Bank of Issue and also submitted for approval to the Comptroller of Foreign Exchange.

Once these programmes are approved, they will be sent to the Exchange Commission, who will forward them to the Office of Supply and the Exchange Office respectively, for execution.

In order to make it possible for this procedure to operate effectively, the present powers and authority of the various organs competent in this matter must be adapted in order to achieve the following objectives:

Any person using foreign exchange will have to obtain prior authorization from the Comptroller of Foreign Exchange, who, however, may delegate this power. The Comptroller of Foreign Exchange or his representative will participate in a consultative capacity in all deliberations of the Exchange Commission and his assent will be necessary for the decisions of the Commission to be legally valid.

Moreover, The Director of Economic Co-ordination will have controlling powers over the Office of Supply, and the Comptroller of Foreign Exchange over the Licence Office and the Exchange Office, in which they will be represented.

The representative of the Director of Economic Co-ordination assigned to the Supply Office will have to verify that quotas are allocated to importers in conformity with the general principles established by his office. All quota allocations must be countersigned by him.

The representative of the Comptroller of Foreign Exchange assigned to the Licence Office will have to verify that licences are granted in conformity with the quotas allocated and the regulations in force. He will submit, at least once per month, reports on the work of the Licence Office to the Comptroller of Foreign Exchange, the Comptroller of Public Finance, the Director of Economic Co-ordination, and the Exchange Commission.

The representative of the Comptroller of Foreign Exchange assigned to the Exchange Office, will have to see to it that authorizations for invisible transfers are in conformity with established principles and priorities. He will countersign these authorizations on behalf of the Comptroller of Foreign Exchange.

The Supply Office will remain under the authority of the Ministry of Economic Affairs. The Licence Office and Exchange Office will remain under the authority of the Bank of Issue.

The Monetary Council of the Republic will continue to act as a bank of issue.

PUBLIC FINANCE

To reduce the budgetary imbalance, which is the basic cause of the present inflation, the Comptroller of Public Finance will immediately seek, with the assistance of the Minister of Finance and the other Ministries concerned, ways and means of halting or reducing the increase in the deficit. For this purpose, and pending the preparation of the 1963 budget, the Comptroller of Public Finance will prepare a treasury plan, as detailed as possible, on the basis of which he will sanction expenditure in the framework of the 1962 budget.

The Comptroller of Finance, who will be assigned to the Ministry of Finance, will be entrusted, in liaison with this Ministry, with preparing the budget. He will also formulate the plan for financing the budget, determining the utilization of counterpart funds placed at his disposal and borrowing from banks including the Bank of Issue.

Any government bill, ministerial ordinance or administrative circular that might involve supplementary expenditure of public funds, as well as any proposal for a change in the fiscal system, must be signed by the Prime Minister as well as the Minister concerned. The Comptroller of Finance will examine all these proposals on behalf of the Prime Minister and calculate the increase of expenditure or revenue that each will involve. He will then present these projects to the Prime Minister, with his comments, for decision.

The Comptroller of Finance will countersign orders for all public expenditure, which will not be valid without his signature. The Comptroller may delegate these powers to inspectors assigned to the various Ministries (for example, one for two ministries) and to inspectors assigned to the provinces.

It will be the duty of these inspectors to establish, without delay, for each ministry and province, an inventory of personnel on permanent and temporary appointment, specifying the level of earnings. It will also be their duty to supply the Comptroller of Finance with all the necessary data for the preparation of a budget detailed according to categories of expenditure.

Through delegation by the Comptroller of Finance, it will be the duty of the inspectors to countersign orders involving expenditure of public money in their various sectors. In addition, any withdrawals by the Treasury account from State funds must be countersigned by them and must also mention on the voucher the budgetary charges for which these withdrawals will be used.

BUREAU OF ECONOMIC CO-ORDINATION

A Bureau of Economic Co-ordination will be established under the direct authority of the Prime Minister. This Bureau will be the co-ordinating centre for preparing and implementing economic programmes. It will be its duty to prepare objectives and priorities of projects and to work out programmes for which foreign aid will be used. It will, in particular, see to it that all forms of foreign aid offered and made use of conform to the directives and programmes sanctioned by the Prime Minister.

The Bureau of Economic Co-ordination will be organized as follows:

A - OFFICE OF THE DIRECTOR

The Director will be immediately responsible to the Prime Minister for all activities of the Bureau and it will be his duty, with the Comptrollers of Foreign Exchange and Finance, to advise the Prime Minister on questions of economic policy, in particular those relative to foreign aid.

B - ECONOMIC ASSISTANCE SECTION

It will be the duty of this section to co-ordinate programmes of strictly economic assistance and to co-ordinate such assistance: financial assistance for the national budget and imports, for example, assistance supplied in the form of goods and services, and counterpart funds coming from various categories of aid. It will operate in close collaboration with the Supply Office in preparing import programmes.

C - TECHNICAL ASSISTANCE SECTION

It will be the task of this section, in liaison with the Ministries concerned, to work out plans and co-ordinate all foreign technical assistance activities. It will be responsible for formulating an overall plan of technical assistance priorities, on which will be based the specific agreements and projects that the section will have to make with the various sources of assistance. It will be the administrative and inspection centre for foreign experts and for activities relative to refresher training, fellowships and all other projects. It will give an opinion on the recruitment of any foreign personnel.

D - REPORTS AND STATISTICS SECTION

Seeing that the efficiency of any technical or economic assistance programme depends to a very large extent on a properly organized supply of accurate statistical data, it will be the duty of this section to work out and operate a statistical method as well as to prepare reports intended to satisfy the requirements of all concerned.